



UN PAS EN AVANT VERS UN SUFFRAGE VÉRITABLEMENT UNIVERSEL POUR RENFORCER NOTRE DÉMOCRATIE !

Il y a un peu plus de deux ans le Grand Conseil avait refusé de justesse (à une voix près) d'entrer en matière sur un projet de loi ayant recueilli un préavis positif majoritaire en commission des droits politiques. Il s'agissait d'ouvrir les droits politiques cantonaux aux résident-e-s étrangers-ères, pour renforcer notre démocratie.

Au lendemain de ce vote parlementaire, des partisan-ne-s du projet ont décidé de travailler à une consultation populaire sur cette question, par la voie d'une initiative populaire constitutionnelle afin de donner la parole au peuple.

Il s'est ainsi constitué un très large comité, comprenant des partis attachés à l'élargissement de la démocratie semi-directe, des syndicats opposés à toute discrimination entre salarié-e-s fondée sur la nationalité, et des associations représentatives de personnes issues de la migration. Diverses personnalités d'autres horizons politiques ont également soutenu le processus.

Ce printemps, le Comité d'initiative « Une Vie Ici, une Voix Ici » a lancé l'initiative populaire du même nom, reprenant exactement les termes du projet de loi débattu au Parlement. Il s'est fixé l'objectif de récolter 10 000 paraphes, bien au-delà des 8157 signatures formellement exigées.

Cet objectif est aujourd'hui largement atteint : le Conseil d'Etat a constaté et annonce par arrêté aujourd'hui, 28 septembre 2022, l'aboutissement officiel de notre initiative, déposée le 2 août.

Le Comité «Une Vie Ici, une Voix Ici» tient à communiquer publiquement :

- **Ses remerciements** aux 10 188 électrices et électeurs dans le Canton de Genève qui ont appuyé par leur signature cette proposition d'avancée démocratique. Le renforcement de notre démocratie politique constitue un gage de réponse solidaire nécessaire pour affronter une conjonction de graves crises économique, sociale et écologique.
- **Ses félicitations** aux nombreux militant-e-s politiques, syndicaux, associatifs et à leurs organisations, qui ont, par leurs efforts conjoints, permis l'aboutissement de cette démarche citoyenne et démocratique.
- **Sa demande pressante** au Conseil d'État et au Grand Conseil de traiter cette initiative rapidement pour donner la parole au plus vite au corps électoral et ouvrir la porte sans retard à une réforme indispensable. Nous soulignons que la Commission des droits politiques a déjà travaillé longuement sur le même texte et l'avait majoritairement approuvé. Il n'y a donc aucune raison de retarder l'envoi de ce texte en plénière du Grand Conseil et ensuite à l'arbitrage des urnes.
- **Sa détermination sans faille** à préparer la campagne de votation en contribuant au débat populaire et en favorisant l'engagement plein dans celui-ci de toutes les personnes résidant le Canton, suissesses et étrangères.

Pour le collectif:

Albana Krasniqi Malaj (UPA) - Marianne Halle et Rosita Fibbi (CCSI) – Florio Togni (StopExclusion)
- Emily Baud, Dario Ciprut et Denis Bucher (DPGE) - Alejo Patino et Helena de Freitas (Syndicat UNIA) - Davide de Filippo et Julien Repond (Syndicat SIT) – Pierre Eckert et Yves de Matteis (députés Verts)- Xhevrie Osmani et Romain de Sainte-Marie (député.e.s PS)
Jocelyne Haller (députée EAG) - – Tobia Schnebli (PdT)
Pierre Vanek (député EAG)